

Les nouvelles menaces terroristes qui planent sur la France... Frédéric Lordon, dernière incarnation en date du mal français ; qui a bloqué les négociations pour la libération des otages français détenus au Niger ?



Difficile pour les hebdomadaires de se renouveler, quand un conflit se prolonge... jusqu'à "la lutte finale" (entre Manuel Valls et Philippe Martinez), comme l'écrit Challenges. En désespoir de cause "L'Obs" se penche sur les conflits dans le conflit générés par la loi El Khomri, et "le Point" tente de remonter aux "Racines du mal Français" afin de comprendre le mouvement social autour de la loi Travail.

Avec Anita
Hausser

Accusé, vous avez la parole ! Silencieux depuis sa mise en cause pour harcèlement sexuel, Denis Baupin tente de se défendre et assure qu'il "n'a rien fait d'illégal", mais reconnaît avoir été "lourd". C'est dans l'Obs. Mis en cause par les anciens salariés d'Areva, otages au Niger qui l'accusent d'avoir bloqué les négociations en vue de leur libérations, le général Puga, chef d'Etat Major de l'Elysée se mure, lui, dans le silence.

Tout commence par un indiscret du Point ; le journal reproduit une note du Préfet de Police, Michel Cadot à Bernard Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur. Le préfet demande la fermeture de la fan zone Tour Eiffel les jours de match au Parc des Princes et au Stade de France ; il pointe "les phénomènes de hooliganisme, la menace terroriste, et la consommation d'alcool autorisée dans les fans zones, et dit craindre que les forces de sécurité "qui se trouvent en état d'épuisement avancé" ne soient pas en mesure d'assurer la sécurité "d'un stade, de deux fans zones, la surveillance des hôtels et camps de base des équipes, sans compter les éventuels mouvements sociaux et autres événements officiels prévus". Le ministre, lui, avait expliqué qu'il n'y a aucune inquiétude à avoir...

L'Express s'inquiète des "nouvelles menaces terroristes" : jamais la tension n'a été si palpable. Car jamais la tension n'a été si lourde. Patrice Calvar, patron de la DGSI (Directions générale de la Sécurité intérieure), a sonné l'alarme à plusieurs reprises et aurait déclaré devant la commission de la Défense de l'Assemblée que "nous savons que Daech planifie de nouvelles attaques et que la France est clairement visée. La question n'est pas de savoir si mais quand et où. "Il s'attend à une nouvelle forme d'attaque : une campagne terroriste caractérisée par le dépôt d'engins explosifs dans des lieux où est rassemblée une foule importante, ce type d'actions étant multiplié pour créer un climat de panique"... Le patron du renseignement s'appuie sur les déclarations du porte parole de Daech, Abou Mohamed al-Adnani qui a lancé un appel "aux soldats du califat afin qu'ils fassent de ce mois (du ramadan), un mois de malheurs pour les infidèles, partout où ils se trouvent"... Nos services pensent avoir identifié le commanditaire des carnages de Paris et Bruxelles, un certain Abou Souleymane el Faransi. "il est le Français le plus haut placé dans l'organigramme" car "l'ampleur meurtrière des attaques du 13 novembre lui a valu une promotion foudroyante : le voilà nommé à la tête du service de renseignement extérieur de Daech, en charge de l'espionnage et des attaques menées en territoire ennemi". Aqmi, rivale de Daech veut s'attaquer aux intérêts français dans toute l'Afrique de l'Ouest, en représailles à l'opération Barkane. Mais ce qui préoccupe le plus les services français c'est de savoir "combien de combattants ont-ils rallié l'Europe en se mêlant aux flots de migrants, dans les pas de plusieurs responsables des attentats de Paris et de Bruxelles?" Le magazine montre aussi qu'il existe une sorte de "French Connection" du djihadisme, tous les

auteurs des attentats commis ces derniers mois ayant des liens amicaux ou familiaux. Et pour compléter ce sombre tableau, une interview de David Thomson, journaliste à RFI, qui déclare que de plus en plus de djihadistes français partis en Syrie veulent revenir ; s'ils sont incarcérés en rentrant, ils ne perdent pas pour autant la "foi" djihadiste... et on sait qu'en Syrie les enfants "sont élevés dans l'idéologie du djihad. Dès 9-10 ans les petits garçons sont entraînés à devenir des tueurs....Ils constituent une relève plus dangereuse que la génération précédente".

Il y a quarante ans qu'Alain Peyrefitte a publié "Le mal Français", un essai dans lequel l'ancien ministre de l'Education nationale dénonçait les blocages et les divisions de la société française. Le Point s'est inspiré du titre de l'ouvrage pour remonter aux origines de ce "mal". Il y a tout d'abord et surtout la CGT, (- Philippe Martinez a droit à un portrait pleine page), et la Charte d'Amiens adoptée en 1906 qui l'inspire. Cette charte "rejette le syndicalisme réformiste et les partis politiques"... et préconise "la grève générale"... Elle stipule que "le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale"... Pour l'hebdomadaire libéral le Pacte du Conseil National de la Résistance, édité sous l'Occupation sous le titre "les Jours Heureux", est une autre source du "mal". La planification de l'économie, des nationalisations, l'instauration de la sécurité sociale et des comités d'entreprise étaient au programme de ce pacte qui a été adopté par de Gaulle. "Le mal français", ce sont aussi les excès de "Nuit Debout" et ses vedettes, notamment Frédéric Lordon, "économiste philosophe" de gauche bien sûr, dont la parole libérée n'est pas sans rappeler celle de quelques météores de 1968. La phrase "Il est possible qu'on soit en train de faire quelque chose" serait à l'origine de sa notoriété. On laissera au lecteur le soin d'apprécier la profondeur de cette pensée. Frédéric Lordon n'accorde pas d'interview à n'importe qui. De toute évidence Le Point "n'est pas la tasse de thé de ce directeur de recherches du CNRS. Alors le Journal étrille avec bonheur celui qui est devenu le tribun de la Place de la République, en citant quelques unes de ses pensées (très) profondes exprimées dans un sabir philosophique, notamment lorsqu'il parle de "la méfiance à l'égard d'une pensée organiciste des choses sociales, avec son cortège d'analogies biologisantes mal contrôlées". Plus prosaïque, l'article consacré aux effets secondaires de la Loi El Khomri dans l'Obs. Le magazine note que "le gouvernement n'avait pas vu venir l'orage.. Une majorité éparpillée, des syndicats qui s'entre-déchirent et un pays tout entier, convulsé qui offre le spectacle de ses discordes à quelques jours de l'Euro 2016....Les dilemmes posés à l'Elysée et à Matignon sont le reflet des rivalités politiques, syndicales et personnelles qui sous tendent la bataille de la Loi El Khomri. ..et provoquent".

Quatre duels sans merci 1) "Le choc frontal CGT-CFDT :..." en toile de fond les élections professionnelles dans les très petites et moyennes entreprises l'année prochaine qui pourrait voir la centrale de Philippe Martinez laisser la place de leader à celle de Laurent Berger.. ..2) le duel Manuel Valls-Emmanuel Macron "l'après Hollande à couteaux tirés : ces deux là avaient tout pour s'entendre. Ils ne peuvent plus se sentir. ..Une seule chose réunit encore ces frères ennemis : tous deux ont tourné la page du résident de l'Elysée et se situent résolument dans l'après Hollande"..3) Jean-Luc Mélenchon et François Hollande ; "ils incarnent à eux seuls la rupture de deux gauches désormais irréconciliables..".4) le duel Christian Paul - Jean-Christophe Cambadélis. "Pour le premier secrétaire du PS, général d'une armée en déroute l'ennemi vient bien de l'intérieur. Il dynamite Solférino depuis quatre ans et pousse toujours un peu plus loin la transgression. ..".

Qui dit vrai ? Les femmes qui accusent Denis Baupin de harcèlement, voire d'agressions sexuelles ? Ou le député écologiste de Paris qui a dû démissionner toutes affaires cessantes de la vice présidence de l'Assemblée Nationale, et accorde la première interview depuis le 9 mai, jour où l'affaire a éclaté, en niant totalement les faits ? "Pour moi le harcèlement c'est quand il y a une volonté d'obliger. Quand la réponse est un "non" clair et définitif, il n'y a pas de doute: quand c'est non, c'est non. J'ai toujours eu le sentiment d'être respectueuse. .." déclare celui qui conteste toute tentative de harcèlement et d'agression...."et ne se considère pas comme le DSK des Verts ". C'est à lire dans l'Obs.

Ce n'est pas de la dynamite mais une bombe que lance l'Express à propos des Français enlevés au Niger, détenus par Al Qaeda. Le journal affirme avoir les preuves que les quatre employés d'Areva et de Vinci enlevés au Niger en septembre 2010 sont restés en détention dix huit mois de plus à cause d'un blocage au sommet de l'Etat. Sept Français avaient été enlevés. Les négociations menées par un ancien de la DGSE Jean-Marc Gadoullet avec l'émir algérien Abou Zeid avaient permis la libération de trois d'entre eux en février 2011. Un an plus tard, elles étaient sur le point d'aboutir pour les quatre otages encore détenus, mais elles ont été bloquées au dernier moment pendant l'entre deux tours des présidentielles et c'est le Général Puga, chef d'état major de l'Elysée qui en a donné l'ordre. A son initiative ? L'enquête devra l'établir ; car deux des anciens otages qui n'ont recouvré la liberté que fin octobre 2013, ont décidé de porter plainte contre X "pour complicité de séquestration en relation avec une entreprise terroriste et non assistance à personne en danger".